

MARCHÉ PUBLIC CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACHETEUR

FranceAgriMer

(Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer)

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché :

VEILLE SUR LA FILIÈRE BOVINE EN EUROPE

Établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Procédure de consultation utilisée :

**Marché passé par procédure adaptée en application des articles
L.2123-1-1° et R.2123-1-1° du code de la commande publique.**

Date et heure limites de remise des candidatures/offres : **28 juillet 2026 avant 12 h00**

Table des matières

I - CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
Article 1 : Objet du marché	4
Article 2 : Parties contractantes	4
Article 3 : Relation entre FranceAgriMer et le titulaire du marché :	5
Article 4 : Procédure de passation du marché	5
Article 5 : Durée du marché	5
Article 6 : Documents contractuels	6
Article 7 : Budget du marché	6
Article 8. Modalités d'exécution des prestations	7
8.1 Modalités d'exécution des tranches	7
8.2 Déclenchement des tranches	7
Article 9 : Obligation du pouvoir adjudicateur	8
Article 10 : Obligations du titulaire	8
10.1 Respect de la réglementation	8
10.2 Cotraitance	9
10.3 Sous-traitance	9
Article 11 : Prix	9
11.1 Nature du prix	9
11.2 Contenu des prix	10
11.3 Actualisation des prix	10
Article 12 : Confidentialité et données protégées	11
Article 13 : Clauses de propriété intellectuelle	11
Article 14 : Contrôle de la bonne exécution des prestations	11
Article 15: Modalités de règlement	12
15.1 Avance	12
15.2 Echancier de paiement	12
15.3 Facturation	12
15.4 Délai de paiement et intérêt moratoire	13
Article 16 : Pénalités	14
16.1 Pénalités pour retard	14
16.2 Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	14
16.3 Application des pénalités	14

Article 17 : Clauses de réexamen	15
Article 18 : Assurances	15
Article 19 : Cession ou nantissement de créances.....	15
Article 20 : Cession.....	15
Article 21 : Résiliation	16
21.1 Dispositions générales	16
21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
21.3 Résiliation pour événement extérieur au marché	17
21.4 Résiliation pour événements liés au marché	17
21.5 Résiliation pour faute du titulaire.....	17
Article 22 : Exécution aux frais et risques	18
Article 23 : Litiges et attribution de juridiction.....	18
II – CLAUSES TECHNIQUES.....	19
Article 24 : Présentation du contexte et des objectifs	19
Article 25 : Contenu des prestations.....	19
Article 26 : Livrables attendus	22
Article 27 : Délais de livraison des livrables	24
Article 28 : Suivi de la prestation.....	26
Article 29 : Lieu d'exécution	26
Annexe 2 : RGPD.....	28
ANNEXE 3 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	33

I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un tableau de bord de veille conjoncturelle sur la situation du marché européen de la viande bovine.

Les prestations sont réparties en 2 lots distincts désignés ci-dessous :

Lots	Désignation
1	Mise en place et production d'un tableau de bord hebdomadaire regroupant des données de cours/cotations et d'abattage concernant les bovins vivants et la viande bovine/vitelline dans sept pays européens (Allemagne, Espagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne et Royaume-Uni) d'importance pour la filière.
2	Mise en place et production de tableaux de bord trimestriel sur la viande bovine pour 3 pays européens : l'Allemagne, l'Italie et la Grèce.

Article 2 : Parties contractantes

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes :

1. Le pouvoir adjudicateur : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer dont le directeur général est le représentant légal.

Le pouvoir adjudicateur fait connaître au titulaire dès la notification du marché la ou les personnes physiques, qui seront les représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

2. Le prestataire de services, désigné dans le présent document sous la dénomination 'le titulaire' ou 'le prestataire', qui aura conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.

De son côté, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dans les délais requis ou impartis par le présent marché, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 3 : Relation entre FranceAgriMer et le titulaire du marché :

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisé). En tout état de cause le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

Article 4 : Procédure de passation du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée prévue par les articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° et l'article R.2123-4 du code de la commande publique.

Article 5 : Durée du marché pour chaque lot

Pour chaque lot, le marché est conclu au niveau de sa tranche ferme à compter de sa notification. En cas d'affermissement de toutes les tranches optionnelles suivantes, le marché est conclu pour une durée totale maximale de quarante-trois mois. Les tranches du marché prennent fin pour le lot 1 :

- 52 semaines à compter de la première diffusion du tableau de bord hebdomadaire au titre de la tranche ferme (soit deux mois au maximum après la date de notification du marché), pour la tranche ferme ;
- 52 semaines après la première diffusion du tableau de bord hebdomadaire au titre de la tranche optionnelle 1, pour la tranche optionnelle 1 ;
- 52 semaines après la date de première diffusion du tableau de bord hebdomadaire au titre de la tranche optionnelle 2, pour la tranche optionnelle 2.

Les tranches du marché prennent fin pour le lot 2 :

- 52 semaines à compter de la première diffusion du tableau de bord trimestriel au titre de la tranche ferme (soit deux mois au maximum après la date de notification du marché), pour la tranche ferme ;
- 52 semaines après la première diffusion du tableau de bord trimestriel au titre de la tranche optionnelle 1, pour la tranche optionnelle 1 ;
- 52 semaines après la date de première diffusion du tableau de bord trimestriel au titre de la tranche optionnelle 2, pour la tranche optionnelle 2.

Article 6 : Documents contractuels

Pour chaque lot, les documents contractuels sont les suivants par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE), dûment complété et signé au moment de l'attribution du marché,
- l'annexe financière
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes (liste indicative de sites internet identifiés pour la collecte des données, RGPD, propriété intellectuelle, charte de déontologie)
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels avenants,
- la proposition technique du titulaire.

Toute condition générale de vente du titulaire contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Seules les pièces détenues par le pouvoir adjudicateur font foi.

Article 7 : Budget du marché

Sur la durée totale du marché, le budget maximal général alloué à l'étude de **114 000 € HT** est réparti comme suit en cas d'affermissement de toutes les tranches des deux lots:

LOT 1

Le budget maximum alloué de 60 000 € HT est réparti comme suit :

- Tranche ferme (mise en place et fourniture du tableau de bord hebdomadaire regroupant des données de cours/cotations et d'abattage concernant les

bovins vivants et la viande bovine/vitelline dans sept pays européens) :
22 000 € HT

- Tranche optionnelle 1 (fourniture de tableau de bord hebdomadaire regroupant des données de cours/cotations et d'abattage concernant les bovins vivants et la viande bovine/vitelline dans sept pays européens) : 19 000 € HT
- Tranche optionnelle 2 (fourniture de tableau de bord hebdomadaire regroupant des données de cours/cotations et d'abattage concernant les bovins vivants et la viande bovine/vitelline dans sept pays européens) : 19 000 € HT

LOT 2

Le budget maximum alloué de 54 000 € HT est réparti comme suit :

- Tranche ferme (mise en place et fourniture de tableau de bord trimestriel sur la viande bovine pour 3 pays européens : l'Allemagne, l'Italie et la Grèce) : 20 000 € HT
- Tranche optionnelle 1 (fourniture de tableau de bord trimestriel sur la viande bovine pour 3 pays européens : l'Allemagne, l'Italie et la Grèce) : 17 000 € HT
- Tranche optionnelle 2 (fourniture de tableau de bord trimestriel sur la viande bovine pour 3 pays européens : l'Allemagne, l'Italie et la Grèce) : 17 000 € HT

Article 8. Modalités d'exécution des prestations

8.1 Modalités d'exécution des tranches pour chaque lot

Le marché est composé d'une tranche ferme (TF), d'une tranche optionnelle (TO1) et d'une tranche optionnelle 2 (TO2). Le pouvoir adjudicateur n'est engagé que sur la tranche ferme. En revanche l'engagement du titulaire porte sur l'ensemble des tranches du marché.

Sauf indications spécifiques, l'ensemble des modalités décrites dans le présent document s'applique à la tranche ferme et aux tranches optionnelles.

8.2 Déclenchement des tranches

Tranche ferme de chaque lot :

La tranche ferme débute à la date de notification du marché.

Tranche optionnelle de chaque lot :

Chacune des tranches optionnelles est conditionnée par la notification au titulaire de la décision unilatérale du pouvoir adjudicateur de son affermissement, via l'émission d'un ordre de service au plus tard le 31 octobre de l'année 2026 pour la TO1 et le 31 octobre de l'année 2027 pour la TO2. Au-delà de cette date, sauf si désaccord écrit

du titulaire sous 8 jours ouvrés à compter de la notification de l'OS ou si renoncement express d'une tranche optionnelle par le pouvoir adjudicateur, le titulaire sera libéré de tout engagement concernant les prestations de la tranche optionnelle.

Le retard d'affermissement ou l'absence d'affermissement d'une tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Pour chaque lot, dans la mesure où la TO1 n'est pas affermie, le titulaire est également libéré de tout engagement concernant les prestations relevant de la TO2.

L'ordre de service affermissant une tranche optionnelle comporte au minimum les mentions suivantes :

- La date et la numérotation de l'ordre de service,
- Le nom du destinataire de l'ordre de service,
- Le rappel de l'identification du marché,
- La désignation de la tranche optionnelle concernée et de la prestation associée,
- Le prix hors taxe et le prix total toute taxe comprise.

Article 9 : Obligation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au titulaire toutes les informations dont il dispose et qui lui sont utiles pour la bonne exécution du marché.

Article 10 : Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, dans les règles de l'art qui lui sont propres, les prestations décrites en partie II du présent cahier des clauses particulières.

À ce titre, il doit notamment :

- exécuter les prestations avec la diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par les prestations du marché et consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés ;
- informer sans délai le pouvoir adjudicateur de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent marché ;
- faire apparaître les sources exactes pour toutes les données et les dires d'experts fournis ;
- apporter une attention particulière quant à la fiabilité et la représentativité des données fournies.

10.1 Respect de la réglementation

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

Il doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle informe le pouvoir adjudicateur de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le titulaire de faire cesser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, le marché peut être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités.

10.2 Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

10.3 Sous-traitance

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations du marché qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Après le dépôt de l'offre, l'agrément du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur est l'objet d'une notification spécifique au titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants, relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité, sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire, dans le cadre du présent marché, s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

La pénalité prévue à l'article 16.2 du CCP pourra être appliquée si la demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant reste infructueuse.

Article 11 : Prix

11.1 Nature du prix

Le prix du marché est en euros. Issu de la proposition du prestataire et fixé à l'acte d'engagement complété et signé par le prestataire retenu, le prix est forfaitaire, ferme et actualisable selon les dispositions fixées ci-après à l'article 11.3.

11.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les services faisant l'objet du marché et tous autres frais y afférents notamment :

- l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire
- les frais de coordination dans les cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leur défaillance,
- les marges pour risques, dont celles liées le cas échéant à l'évolution du taux de change, et les marges pour bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant.

De façon générale, les prix doivent comprendre l'ensemble des frais y afférents (ex : frais de déplacements, frais administratifs, téléphoniques, frais d'accès aux données, frais de correction à la demande de FranceAgriMer) ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Dans le cadre de la TF, le titulaire devra prendre en compte dans son offre les éventuels coûts associés à la conception du tableau de bord hebdomadaire.

Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix HT figurant dans l'acte d'engagement. En cas de prestataire étranger de la zone intracommunautaire, le prix proposé n'est pas libellé en TTC et ne fait pas apparaître la TVA dans la mesure où il revient au pouvoir adjudicateur d'auto-liquider le montant de la TVA correspondant selon le taux en vigueur en France.

11.3 Actualisation des prix

Conformément à l'article R.2112-11 du code de la commande publique, le prix de chaque tranche du marché est actualisable dès lors qu'un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le prestataire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations de la tranche concernée.

Le prix du marché sera actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times S_1 / S_0$$

P = Prix actualisé de la tranche concernée

P₀ = Prix initial de la tranche concernée

S₁ = Valeur de l'indice Syntec connu trois mois avant la date de début d'exécution des prestations

So = Valeur de l'indice Syntec connu lors de l'établissement des prix
(indice connu du mois de remise des offres soit juillet 2026)

Article 12 : Confidentialité et données protégées

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

L'annexe 2 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données protégées et, en particulière à caractère personnel du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de non-respect cette obligation de confidentialité par le titulaire, il sera fait application de la cause de résiliation prévue par le présent document à l'article 21.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 13 : Clauses de propriété intellectuelle

Les clauses de propriété intellectuelle sont décrites en annexe 3 du présent document.

Article 14 : Contrôle de la bonne exécution des prestations

Pour assurer le suivi de l'étude et la bonne exécution du marché, un comité de pilotage sera constitué et des réunions seront organisées avec le titulaire (article 28 du CCP).

Les livrables remis par le titulaire au titre du présent marché (article 26 du présent document) feront l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives permettant de s'assurer qu'ils répondent aux stipulations décrites au présent document.

Le silence du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours ouvrés après chaque livraison vaut admission.

Si les vérifications ne s'avèrent pas satisfaisantes (non-conformité aux prescriptions du marché, constats de données non réalistes), le pouvoir adjudicateur peut prononcer:

- une décision d'ajournement en invitant le titulaire à présenter à nouveau dans un délai qui ne saurait dépasser **dix jours ouvrés** le livrable concerné. En cas de refus ou de silence du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce une admission avec réfaction proportionnelle aux modifications non prises en compte, ou une décision de rejet,
- une décision de réfaction proportionnelle aux modifications non prises en compte,
- ou une décision de rejet.

Les décisions de réfaction ou de rejet sont prises après convocation du titulaire pour être entendu.

Article 15: Modalités de règlement

15.1 Avance

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, le montant de chaque tranche étant inférieur à 50 000 € HT, le marché ne prévoit pas le versement d'une avance.

15.2 Echancier de paiement

La procédure de paiement ne sera engagée que sur présentation d'une facture.

Pour chaque lot, les prestations du marché (TF, TO1, TO2) donnent lieu à la présentation d'une facture trimestrielle à terme échu.

TF

La première facture comprend le coût de la prestation de mise en place du tableau de bord et de la note de synthèse méthodologique auquel s'ajoute le montant correspondant au quart du coût global et forfaitaire de la tranche pour la diffusion hebdomadaire du tableau de bord.

Les factures sont basées sur le quart du coût global et forfaitaire de la tranche pour la diffusion hebdomadaire du tableau de bord.

TO1 et TO2

Les factures sont basées sur le quart du coût global et forfaitaire de la tranche pour la diffusion hebdomadaire du tableau de bord.

15.3 Facturation

Le titulaire doit transmettre sa facture via **Chorus Portail Pro**.

Outre les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, la facture devra comporter les éléments mentionnés à l'article D2192-2 du code de la commande publique dont :

- l'identification du marché (objet et numéro) ;
- le n° SIRET identifiant FranceAgriMer 130 006 364 00017 ;
- le numéro d'engagement juridique transmis par FranceAgriMer à la notification du marché (TF) et à l'affermissement de chaque tranche optionnelle du marché (TO1 ; TO2) ;
- le code service : 22003 - Unité Élevage

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

15.4 Délai de paiement et intérêt moratoire

Le paiement des sommes dues aux titulaires au titre du présent marché est effectué dans un délai global maximum de 30 jours conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de la facture dans les conditions fixées aux articles 15.1, 15.2 et 15.3 précités.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Tout dépassement de ce délai global de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue de chaque tranche ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués le cas échéant aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-avant donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

Article 16 : Pénalités

16.1 Pénalités pour retard

Pour le lot 1

Dans les délais requis par l'article 5 pour le 1^{er} tableau, puis chaque semaine, il est attendu une diffusion du tableau de bord le lundi avant 17h00; ainsi, en cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard décompté à partir du lendemain 17h00.

Si le lundi tombe un jour férié, la diffusion est reportée au mardi.

Pour le lot 2

Il est attendu une diffusion du tableau de bord trimestriel tous les trois mois un lundi avant 17h00, à compter de la date de la première livraison; ainsi, en cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard décompté à partir du lendemain 17h00.

Si le lundi tombe un jour férié, la diffusion est reportée au mardi.

16.2 Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 et de ses modifications, l'entrepreneur est tenu de faire agréer les sous-traitants. Dans le cadre du présent marché, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

16.3 Application des pénalités

Toutes les pénalités sont forfaitaires, cumulables et non révisables. Elles ne sont pas soumises à la TVA.

Elles sont appliquées avec mise en demeure après constat de la défaillance par le pouvoir adjudicateur à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.

Les pénalités seront déduites des paiements effectués par pouvoir adjudicateur.

Le titulaire peut toutefois, à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, proposer des mesures correctives pour éviter les préjudices générés par ses manquements. Le pouvoir adjudicateur se réserve

le droit de renoncer en tout ou partie à l'application des pénalités correspondantes au vu notamment du résultat de la mesure considérée.

Article 17 : Clauses de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être envisagées par voie d'avenant, notamment pour :

- La prolongation de la durée de chaque tranche du marché,
- L'ajout d'explorations complémentaires sur certains aspects de l'étude après évaluation du COPIL de la démarche engagée par le titulaire, dès lors que les travaux requis ne pouvaient être initialement prévus dans leur nature ou dans leur ampleur.

Article 18 : Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 19 : Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-58 du code de la commande publique.

La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code précité et les comptables chargés du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

Article 20 : Cession

Par cession du marché, on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés du candidat au présent marché à l'appui de leur dossier de candidature.

Le pouvoir adjudicateur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du pouvoir adjudicateur.

Article 21 : Résiliation

21.1 Dispositions générales

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que le pouvoir adjudicateur a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut, en l'absence de toute faute du titulaire, et à tout moment mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation du fait du préjudice qu'il subit du fait de la décision de résiliation. L'indemnisation est fixée à 5 % de la part non exécutée.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

21.3 Résiliation pour événement extérieur au marché

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans le cas de circonstances particulières :

- décès ou incapacité civile du titulaire. Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date du décès du titulaire ou de son incapacité civile,
- redressement judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement,
- liquidation judiciaire, si après mise en demeure du liquidateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est prononcée prend effet à la date de l'événement,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre pas droit à une indemnité.

21.4 Résiliation pour événements liés au marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

21.5 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- en cas de refus de produits les éléments prévus à l'article D8254-2 ou à l'article D8254-3 du code du travail ;
- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D8222-7 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique notamment après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail ;
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du présent marché ;

- interdiction, postérieurement à la signature du présent marché, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale ;
- non-acquittement par le titulaire des obligations contractuelles prévues au marché ;
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou non-respect des obligations contractuelles relatives aux sous-traitants ;
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché.
- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus au premier alinéa de l'article 21.3 ci-dessus ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels ;

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 22 : Exécution aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 23 : Litiges et attribution de juridiction

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

II – CLAUSES TECHNIQUES

Article 24 : Présentation du contexte et des objectifs

Le présent marché a pour objet la fourniture de 2 tableaux de bord soit deux lots:

- Lot 1 : un tableau de bord hebdomadaire de veille conjoncturelle sur la situation du marché européen de la viande bovine dans sept pays ciblés (Allemagne, Espagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne et Royaume-Uni)

Les données nécessaires sont accessibles à partir d'un certain nombre de sites internet spécifiques à chacun des pays. Elles sont complétées par des commentaires de conjoncture.

L'objectif de ce tableau de bord est de permettre aux décideurs de se forger rapidement et facilement une idée de l'état des marchés européens et français.

- Lot 2 : un tableau de bord trimestriel pour la viande bovine pour 3 pays européens : Allemagne, Italie et Grèce.

Article 25 : Contenu des prestations

Lot 1 :

La prestation consiste en la mise en place et la production d'un tableau de bord hebdomadaire regroupant des données de cours/cotations et d'abattage concernant les bovins vivants et la viande bovine/vitelline dans sept pays européens d'importance pour la filière. Ce tableau de bord devra s'accompagner de commentaires qui, pour chaque pays lorsque c'est possible (jours fériés, grève, faits marquants inhabituels...), permettront une appréciation qualitative sur les évolutions des cours.

Les pays concernés sont : Allemagne, Espagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne et Royaume-Uni.

Les données et leurs évolutions devront être présentées dans un tableau de bord synthétique d'une dizaine de pages. Les commentaires, qui analysent de façon globale les données publiées pour chaque pays, sont inclus dans ces pages (ils se positionnent après les tableaux et graphiques du pays concerné). Ces commentaires doivent être synthétiques et pertinents, c'est-à-dire expliquant les raisons des évolutions constatées (conditions climatiques difficiles, neige, verglas..., grève dans les abattoirs, fêtes religieuses et autres fériés ayant un impact sur l'évolution de l'activité des abattoirs et/ou de la consommation, découverte d'un foyer épizootique ayant des conséquences sur le commerce...).

Le prestataire devra d'abord constituer une maquette, qui sera validée lors du premier comité de pilotage et qui inclura notamment les sites internet et/ou les personnes consultées, ainsi que l'évaluation du coût de mise en œuvre de ces commentaires

(prise en compte de la rémunération éventuelle d'experts locaux qui peuvent s'avérer nécessaires). Ces coûts seront inclus dans l'offre financière déposée à la remise des offres.

En complément de ce tableau de bord, le prestataire rédigera, dans le cadre de la tranche ferme, une note de synthèse méthodologique précisant les sources d'information utilisées (sites internet et/ou personnes consultées), les caractéristiques de la cotation ou des abattages, l'évaluation des coûts d'accès à des sites internet payants ou de rédaction des commentaires/analyses hebdomadaires (prise en compte de la rémunération éventuelle d'experts locaux qui peuvent s'avérer nécessaires). Ce document synthétique doit permettre de connaître les caractéristiques des données qui sont mises à disposition, y compris leurs coûts éventuels d'acquisition.

La note de synthèse méthodologique sera, si nécessaire, mise à jour au début de chaque tranche optionnelle annuelle du marché (TO1 et TO2).

Série de données utilisées

Les séries de données utilisées seront issues uniquement de sources nationales (et non pas d'Eurostat/Commission européenne) sur la base de la dernière semaine de cotation établie ou d'abattages.

Une liste indicative de sites internet identifiés pour la collecte de ces données figure en annexe 1 au présent document. Le cas échéant, le caractère onéreux de l'accès aux données sur certains sites est à indiquer sur le tableau de bord, par exemple au moyen d'une note de bas de page. Le prestataire complètera la liste des sources de données ou des experts consultés à partir de ses propres recherches ; les compléments sont apportés par le prestataire en cours d'exécution du marché. Cependant, les candidats, dans leur offre peuvent lister certaines des sources de données qu'ils envisagent d'utiliser afin de montrer leur connaissance du sujet. Le prestataire se devra également de prendre en compte une modification à la marge requise par le pouvoir adjudicateur.

Nature des données recherchées

- a) Dernier prix connu, exprimé en €/kg vif, €/kg carcasse ou €/tête pour les catégories suivantes :

*** Animaux vivants :**

- Espagne (Marché de Binefar)
 - broutard mâle de race à viande, d'un poids compris entre 321 kg et 370 kg, cotations minimales et maximales
 - veau vivant Frison mâle 55kg
 - veau vivant croisé 60-65 kg
- Italie (Marché de Modène)

- broutard mâle charolais de 350 kg de type R3
- broutard mâle charolais de 350 kg de type U3+
- donnée nationale de la vache O3.
- veau race à viande 60 kg

Les cotations moyennes, minimales et maximales pour chaque catégorie doivent également être transmises.

- Allemagne
 - donnée nationale veaux vivants
- Pays-Bas
 - donnée nationale veaux vivants
- Royaume-Uni
 - donnée nationale veaux vivants

*** Viande :**

- Allemagne
 - Jeune bovin R3
 - Vache O3
- Irlande
 - Bœuf R3,
 - Vache O3
- Italie
 - Jeune bovin E3 (Marché de Modène)
 - Jeune bovin R3 (Marché de Modène)
 - Jeune bovin U3 (Marché de Modène)
 - Vache O3 (Marché de Modène)

Les cotations moyennes, minimales et maximales pour chaque catégorie doivent également être transmises.

- Espagne
 - Jeune bovin R3
 - Jeune bovin U3
 - Vache O3
- Pologne
 - Jeune bovin R3
 - Vache O3

- Pays-Bas
 - Jeune bovin R3
 - Vache O3

b) Volume des abattages hebdomadaires, exprimés en têtes pour l'Allemagne (vaches, jeunes bovins et veaux) et l'Irlande (vaches et jeunes bovins)

Lot 2 :

La prestation consiste en la mise en place et la production de tableaux de bord trimestriel sur la viande bovine pour 3 pays européens : l'Allemagne, l'Italie et la Grèce.

Ces tableaux de bord comprennent, en fonction de l'actualité, une présentation :

- des indicateurs économiques de chacun des pays : PIB, inflation, exportation, importation, emploi
- des données statistiques de production, abattage
- des données statistiques des cotations ou des relevés de prix à la consommation
- des données sur l'actualité des filières bovines éléments sur la réglementation notamment sanitaire, ou autres (étiquetage par exemple)
- des données sur la distribution
- des données sur la consommation incluant des données sur les promotions
- des éléments sur les échanges extérieurs pour la viande bovine et les bovins vifs.

Les données et leurs évolutions devront être présentées dans un tableau de bord synthétique d'une dizaine de pages. Ces commentaires doivent être synthétiques et pertinents, c'est-à-dire expliquant les raisons des évolutions constatées.

Le prestataire devra d'abord constituer une maquette, qui sera validée lors du premier comité de pilotage et qui inclura notamment les sites internet et/ou les personnes consultées, ainsi que l'évaluation du coût de mise en œuvre de ces commentaires (prise en compte de la rémunération éventuelle d'experts locaux qui peuvent s'avérer nécessaires). Ces coûts seront inclus dans l'offre financière déposée à la remise des offres.

Article 26 : Livrables attendus

Le titulaire devra fournir pour chaque tranche, par courriel :

Lot 1

a) la maquette du tableau de bord hebdomadaire selon indications ci-après ainsi que la note de synthèse méthodologique selon indications données à l'article 25.

 FranceAgriMer	VEILLE SUR LA FILIÈRE BOVINE EN EUROPE	Code Doc CCP	Page 22 / 40
--	---	-----------------	-----------------

b) le tableau de bord hebdomadaire dans le respect du formalisme de la maquette validée au début du marché via le comité de pilotage réuni à cet effet, complété par les données requises ci-avant à l'article 25.

Le cas échéant, la note méthodologique.

Le prestataire fournit le tableau de bord sous format pdf et le transmet par courriel à l'ensemble des structures (entre 30 et 50) qui seront communiquées au titulaire par FranceAgriMer (membre des interpro, personnels du Ministère de l'agriculture notamment). Au cours de l'exécution du marché, une révision à la marge de la liste de transmission est possible.

Dispositions relatives à l'élaboration de la maquette du tableau de bord hebdomadaire

La maquette du tableau de bord hebdomadaire devra être construite par le prestataire de la façon suivante :

En premier lieu, le tableau de bord présentera, avant le détail par pays, quatre graphiques afin de pouvoir comparer en un coup d'œil les sept pays étudiés :

- Cotations JB R3 de l'année en cours pour les pays étudiés
- Cotations vaches O3 de l'année en cours pour les pays étudiés
- Abattages JB R3 de l'année en cours pour les pays étudiés
- Abattages vaches O3 de l'année en cours pour les pays étudiés

Puis, pour chaque pays, les informations seront présentées dans l'ordre qui suit :

- Tableau des cotations
- Graphiques des cotations
- Tableau des abattages
- Graphiques des abattages
- Commentaires pour apporter une appréciation qualitative

Tableau des cotations

Le modèle pourra être le suivant :

Pays	Evol. S/ S-1	Evol.S/ S A-1	S	S A-1
Catégorie animale	En ct	En %	Cotations €/kgec sauf broutards, donnés en €/kg vif	Cotations €/kgec sauf broutards, donnés en €/kg vif

Pour la Pologne et le Royaume-Uni, une conversion en euro devra être effectuée au préalable afin de faciliter les comparaisons par les utilisateurs.

Graphiques des cotations

Les graphiques suivants doivent figurer pour tous les pays :

- Un graphique pour les JB R3 et un graphique sur les vaches O3, portant sur l'année en cours et les deux années précédentes.
- Pour l'Italie, un troisième graphique, sur les broutards sera ajouté aux deux graphiques précités, portant également sur l'année en cours et les deux années précédentes.
- Pour l'Espagne, un troisième graphique, sur les veaux frisons, sera ajouté aux deux graphiques précités, portant également sur l'année en cours et les deux années précédentes.

Tableau des abattages

Le modèle pourra être le suivant :

	Semaine passée			Moyenne des 4 dernières semaines		
Pays	A	A-1	Évolution	A	A-1	Évolution
Catégorie animale						

Graphiques des abattages

Doivent figurer un graphique des abattages des JB R3 et un graphique des abattages des vaches O3, comportant chacun l'année en cours et les deux années précédentes.

Lot 2

Le prestataire devra d'abord constituer une maquette, qui sera validée lors du premier comité de pilotage et qui inclura notamment les sites internet et/ou les personnes consultées, ainsi que l'évaluation du coût de mise en œuvre de ces commentaires (prise en compte dans l'offre déposée avant la date limite de remise des offres de la rémunération éventuelle d'experts locaux qui peuvent s'avérer nécessaires).

Le prestataire est libre du format, si à minima, toutes les informations demandées à l'article 25 figure dans le document.

Article 27 : Délais de livraison des livrables

Lot 1

- Maquette du tableau de bord hebdomadaire et note de synthèse méthodologique attendues au titre de la tranche ferme :

La fourniture de ces éléments doit intervenir de façon à permettre au prestataire d'obtenir leur validation par le comité de pilotage en vue de la diffusion deux mois après la notification du marché du premier tableau de bord de la tranche ferme.

- Tableau de bord hebdomadaire :

Sa diffusion par le titulaire doit être effectuée chaque lundi avant 17h00. Les premières diffusions sont attendues comme suit :

- deux mois maximum après la notification du marché, pour la tranche ferme
- 52 semaines après la première diffusion au titre de la tranche ferme, pour la tranche optionnelle 1
- 52 semaines après la première diffusion au titre de la tranche optionnelle 1, pour la tranche optionnelle 2

Si le lundi tombe un jour férié, la diffusion est reportée au mardi.

Lot 2

Maquette du tableau de bord trimestriel et note de synthèse méthodologique
attendues au titre de la tranche ferme :

La fourniture de ces éléments doit intervenir de façon à permettre au prestataire d'obtenir leur validation par le comité de pilotage en vue de la diffusion deux mois après la notification du marché du premier tableau de bord de la tranche ferme.

Tableau de bord trimestriel :

À chaque tranche sont attendues quatre tableaux de bord trimestriel respectivement sur le premier, le deuxième, le troisième et le quatrième trimestre.

Les données et leurs évolutions devront être présentées dans un tableau de bord synthétique d'une dizaine de pages. Les commentaires doivent être synthétiques et pertinents, c'est-à-dire expliquant les raisons des évolutions constatées.

Sa diffusion par le titulaire doit être effectuée tous les trois mois un lundi, à compter de la date de première livraison, avant 17h00. Les premières diffusions sont attendues comme suit :

- deux mois après la notification du marché, pour la tranche ferme
- 52 semaines après la première diffusion au titre de la tranche ferme, pour la tranche optionnelle 1
- 52 semaine après la première diffusion au titre de la tranche optionnelle 1, pour la tranche optionnelle 2

Si le lundi tombe un jour férié, la diffusion est reportée au mardi.

Le prestataire fournit le tableau de bord sous format pdf et le transmet par courriel à l'ensemble des structures (entre 30 et 50) qui seront communiquées au titulaire par FranceAgriMer. Au cours de l'exécution du marché, une révision à la marge de la liste de transmission est possible.

Pour chaque lot, en cas de retard d'affermissement, la période de diffusion pour les tranches optionnelles 1 et 2, sera décalée et prendra effet à compter de la date d'affermissement.

Le report de délai ci-dessus fixé pour la date de diffusion du 1er tableau de bord n'est possible que lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il indique par la même demande la durée de prolongation demandée.

Tout autre motif de demande de prolongation du délai de livraison sera étudié et fera l'objet d'une décision relevant du pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

Article 28 : Suivi de la prestation

Pour chacun des lots, un comité de pilotage, constitué de représentants de FranceAgriMer, ainsi que de toutes autres personnes aux compétences jugées utiles, sera mis en place dans le cadre de la tranche ferme du marché pour permettre la validation, avant sa mise en place opérationnelle, des maquettes des tableaux de bord élaborées par le prestataire.

Une deuxième réunion pourra se tenir au terme de trois mois de mise en place afin, si nécessaire, d'envisager d'ultimes (et à la marge) modifications des tableaux de bord. FranceAgriMer et le titulaire pourront solliciter, durant la durée du marché, d'autre(s) réunion(s) du comité de pilotage si les conditions du marché le nécessitent.

La planification de ces réunions du comité de pilotage se fera en concertation entre les parties ; sachant que celle portant sur la validation de la maquette des tableaux de bord doit intervenir dans un délai permettant de respecter la date de la première diffusion de la tranche ferme (deux mois après la notification du marché pour le lot 1 et le lot 2).

Article 29 : Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire ainsi que dans tout autre lieu mentionné dans son offre qu'il aura jugé nécessaire pour mener à bien les prestations dont il a la charge.

Les réunions du Comité de pilotage constitué par le pouvoir adjudicateur se dérouleront en visio-conférence.

ANNEXE 1

Liste indicative de sites internet identifiés pour la collecte de ces données

Prix/abattages	Vif/viande	Pays	Type de produit	Sources disponibles	niveau	Lien
				Titre de la source		
Prix	Animaux vivants	Espagne/Benifar	Mâle R3>371 kg	Machos > 371 kg Canal	local	http://www.lonjabinefar.es/lonja-binefar/mesa-de-precios/
		Italie/Modène	Charolais	Modena / Manze - Charolaise - n.s.	local	https://www.ismeamercati.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/718
						https://www.mo.camcom.it/tutela-del-mercato/borsa-merci/llistini
		Allemagne	Veaux		AMI	
		Pays-Bas	Veaux		dekalverhouder.nl	
		Royaume-Uni	Veaux		AHDB/LAA	
	Viande/abattoir	Allemagne	vache O3	Vorläufiger Wochenbericht über Schlachtvieh und Fleisch	national	https://www.bmel-statistik.de/preise/preise-fleisch/
			jeune bovin R3	Vorläufiger Wochenbericht über Schlachtvieh und Fleisch	national	https://www.bmel-statistik.de/preise/preise-fleisch/
		Espagne	jeune bovin R3	Categoría A: Canales de machos juvenes sincastrar de más de un año y menos de dos años	national	https://www.mapa.gob.es/es/estadistica/temas/publicaciones/informe-semanal-coyuntura/default.aspx
		Italie	jeune bovins R3		national	https://www.ismeamercati.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/729#MenuV
			jeune bovins R3		Modène	https://www.ismeamercati.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/718
		Irlande	vache O3	Cattle Trade & Prices	national	https://www.bordbia.ie/farmers-growers/prices-markets/cattle-trade-prices/
			jeune bovin R3	Cattle Trade & Prices	national	https://www.bordbia.ie/farmers-growers/prices-markets/cattle-trade-prices/
		Pologne	jeune bovin R	Ceny zakupu bydła w Polsce	national	https://www.gov.pl/web/rolnictwo/rynek-wolowiny-i-cieleciny
			jeune bovin R	wolowina / Byk kl. R	Sokolów S.A	http://www.farmer.pl/agroskop/wolowina/
		Pays-Bas	Jeune bovin R et vache O3		national	
Abattages		Allemagne	Jeunes bovins	Vorläufiger Wochenbericht über Schlachtvieh und Fleisch	national	https://www.bmel-statistik.de/preise/preise-fleisch/
		Irlande	Jeunes bovins	Cattle Throughput	national	https://www.bordbia.ie/farmers-growers/prices-markets/cattle-trade-prices/
Exportations		Irlande	Jeunes bovins	Cattle Throughput	national	http://www.bordbia.ie/industry/farmers/pricetracking/cattle/pages/supplies.aspx

Annexe 2 : RGPD

Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part,

- **L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 Montreuil Cédex, **ci-après désigné « FranceAgriMer »**

Et, d'autre part, **le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant»** ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans le cadre du recueil d'informations, la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.**

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement.

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle).

Les catégories de personnes physiques concernées sont : le personnel de FranceAgriMer, les participants aux réunions du comité de pilotage, les personnes destinataires des livrables, les personnes interrogées pour la réalisation des prestations du présent marché notamment les opérations de recensement des données.

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.
En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.
Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.
- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.
- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.

- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
 - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition de FranceAgriMer la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par FranceAgriMer ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations de FranceAgriMer vis-à-vis du sous-traitant

FranceAgriMer s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.

ANNEXE 3 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Définition des résultats

Au sens du présent article :

Les **résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentations), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liées directement à l'objet du présent marché.

Les «**connaissances antérieures**» désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du présent marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le marché.

3. Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, de tiers et de l'acheteur.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'acheteur sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf stipulations contraires dans le marché ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Connaissances antérieures standards.

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

4. Régime des résultats

Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit :

- de publier et d'utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- d'évaluer ou de faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- de pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- de permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- d'assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ;
- de transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Droits de l'acheteur

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au présent marché. Cette cession des droits couvre les

résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacier avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats (cf. ci-après 'droits du titulaire').

Compte tenu de leur nature, les résultats qualifiés de confidentiel font l'objet d'une cession à titre exclusif.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés ci-avant à la première énumération tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, pour les mêmes droits que ceux prévus ci-avant, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de ses obligations en la matière. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect de ses obligations de confidentialité et du régime de confidentialité des résultats et de l'accord préalable de l'acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché. La publication mentionne que les résultats ont été financés par l'acheteur.

Stipulations communes

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché tels que les fichiers sources et natifs dans un format ouvert.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché

Le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non. A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations portées au présent article aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations portées ci-avant, ils en informent sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en oeuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations du présent article, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire pour l'exécution du marché ;
 - les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-lencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché L'acheteur peut librement publier les résultats

sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées au présent document et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect des obligations de confidentialité fixé au présent document.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.